

## L'inquiétude financière s'accroît, mais la confiance dans les services publics reste élevée

L'enquête internationale de l'OCDE *Des risques qui comptent* examine la perception des citoyens vis-à-vis des risques sociaux et économiques et la réactivité de leur gouvernement. L'échantillon représentatif de 27 000 personnes âgées de 18 à 64 ans dans 27 pays de l'OCDE permet de mieux comprendre les attentes en matière de politique sociale, notamment face à la crise du coût de la vie.

En 2022, les Suisses expriment une préoccupation croissante concernant leur situation financière et leur bien-être, atteignant 65% - contre 59% en 2020. Cependant, elle reste inférieure à la moyenne transnationale (75%).

Les niveaux d'inquiétude financière varient selon les revenus : alors qu'en moyenne 28% des Suisses s'inquiètent de ne pas pouvoir payer la nourriture, le logement, l'énergie domestique et rembourser leurs dettes, ce chiffre est nettement plus élevé parmi le quintile le plus pauvre (41%) que parmi le plus riche (16%) parmi le quintile le plus riche. Pourtant, les Suisses sont à peine plus nombreux (62%) que la moyenne (60%) à souhaiter plus de redistribution.

Les Suisses se montrent généralement satisfaits des services publics, bénéficiant notamment d'un accès de

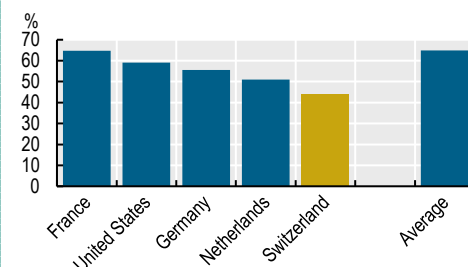
qualité et abordable à la sécurité publique (60%), à l'éducation (58%) et à la santé (53%). Les risques perçus sont relativement faibles, avec une préoccupation moindre quant à l'accès aux soins de santé de qualité (44%) (Graphique 2).

En ce qui concerne les politiques liées à la COVID-19, les Suisses sont particulièrement satisfaits, avec 56% d'entre eux estimant que leur gouvernement a agi de manière adéquate, comparé à une moyenne de 45% dans les autres pays.

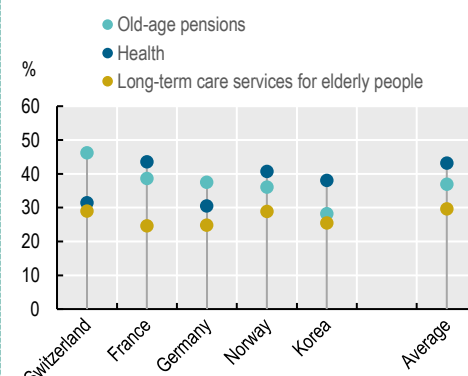
Cependant, la satisfaction est moins élevée en ce qui concerne les politiques familiales (37%) et le logement (34%), bien que ces chiffres se situent légèrement au-dessus de la moyenne (34% et 30% respectivement).

Comparés aux autres pays, les Suisses estiment que peu de dépenses supplémentaires sont nécessaires dans la plupart des domaines politiques, à l'exception des pensions de retraite. En effet, 46% d'entre eux se disent prêts à payer 2% d'impôts en plus pour améliorer ces prestations (Graphique 3), ce qui constitue le troisième niveau le plus élevé parmi les pays participants.

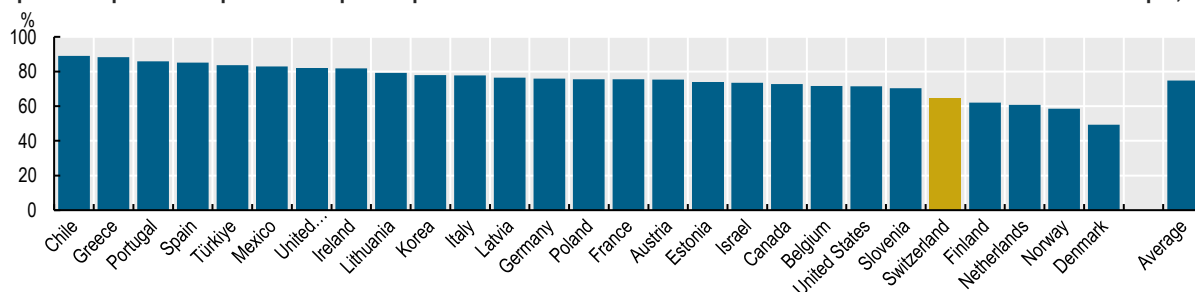
**Graphique 2. Proportion de personnes qui s'inquiètent de l'accès à des soins de santé de qualité au cours des deux prochaines années, par pays, en 2022.**



**Graphique 3. Proportion de personnes qui seraient prêtes à payer 2% supplémentaires d'impôts ou de cotisations sociales pour une meilleure offre et un meilleur accès à certains domaines politiques sélectionnés, par pays, en 2022.**



**Graphique 1. Proportion de personnes qui s'inquiètent de leur situation financière et de leur bien-être social et économique, en 2022.**



Notes : La moyenne correspond à la moyenne non pondérée des 27 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. La question suivante a été posée aux personnes interrogées : « D'une manière générale, en pensant à l'année ou aux deux années à venir, à quel point êtes-vous préoccupé par les finances et le bien-être social et économique global de votre ménage ? ». Ils pouvaient choisir entre : « Pas du tout inquiet » ; « Peu inquiet » ; « Assez inquiet » ; « Très inquiet » ; « Ne sait pas choisir ». Les données présentent la part des répondants qui se disent « plutôt préoccupés » ou « très préoccupés ». Pour les notes complètes, voir le rapport.

Source : Enquête de l'OCDE sur les risques qui comptent 2022, <http://oe.cd/rtm>.

L'enquête Risks that Matter de l'OCDE est une enquête transnationale qui examine les préoccupations sociales et économiques des personnes, la manière dont elles estiment que leur gouvernement répond à leurs besoins et attentes, ainsi que les politiques qu'elles aimeraient voir à l'avenir. L'enquête a été réalisée pour la première fois en 2018, pour soutenir la réunion ministérielle de l'OCDE sur les politiques sociales, et ensuite en 2020. L'enquête de 2022, menée d'octobre à décembre 2022, s'appuie sur des échantillons représentatifs au niveau national en Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Corée, Lettonie, Lituanie, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Slovaquie, Espagne, Suisse, Turquie, Royaume-Uni et États-Unis.